

Considérant que les indemnités appliquées par les aéroports d'Anvers et d'Ostende doivent être adaptées afin de réduire les nuisances écologiques causées par la petite aviation;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté ministériel du 10 mars 1999 déterminant les indemnités d'aéroport est remplacé par la disposition suivante :

"Les abonnements annuels sont exclusivement valables à l'aéroport d'émission et s'appliquent uniquement aux centres d'écologie agréés ou aux entreprises aéronautiques établies à l'aéroport d'émission.

	Par an
Aéronef d'au maximum 1 tonne	25.000 FB
Aéronef d'au maximum 2 tonnes	44.000 FB
Aéronef d'au maximum 3 tonnes (*)	58.000 FB
Aéronef d'au maximum 5,7 tonnes (*)	118.000 FB

(\*) uniquement pour l'aéroport d'Ostende.

Tout abonnement est valable à partir de la date d'émission.

L'abonnement couvre tous les mouvements des aéronefs pour lesquels il a été délivré."

**Art. 2.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Les indemnités d'atterrissage dues pour l'utilisation de l'aéroport d'Anvers par des aéronefs effectuant des vols qui visent uniquement l'entraînement de leurs équipages (y compris les atterrissages d'entraînement pendant lesquels les roues ne touchent pas le sol) sont entièrement imputées, sauf si l'exécutant dispose d'un abonnement annuel.

Seulement 50 % sont imputées pour l'aéroport d'Ostende."

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Bruxelles, le 16 décembre 1999.

S. STEVAERT

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 1999 — 4184

[99/29651]

#### **18 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure du Commissariat général aux Relations internationales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant le Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'accord de coopération du 21 novembre 1996 entre la Communauté française de Belgique et la Région wallonne relatif au rapprochement des administrations compétentes en matières de relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 25 novembre 1998 et le 29 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 décembre 1998;

Vu le protocole n° 207 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 18 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 1999 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 26 avril 1999, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat général aux relations internationales, ci-après dénommé le Commissariat.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 2.** Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux membres du personnel statutaire de la carrière du Commissariat.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit au personnel visé à l'article 1<sup>er</sup>, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application au personnel visé à l'article 1<sup>er</sup>, des règles ci-dessus, il y a lieu de substituer aux mots « agents des Services du Gouvernement » qui figurent dans celles-ci, les mots « membres du personnel statutaire de la carrière extérieure » et aux mots « Chambre de recours des Services du Gouvernement », les mots « Chambre de recours du Commissariat ».

CHAPITRE II. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement*

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement doit se lire comme suit pour les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat :

« Article 1<sup>er</sup>. La qualité de membre du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif.

Chaque membre du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat général représente la Communauté française et, de l'accord du Gouvernement wallon, la Région wallonne ».

**Art. 4.** A l'article 2 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Chaque membre du personnel statutaire de la carrière extérieure est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe II au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévu au cadre du Commissariat et qui correspond à ce grade ».

Dans le même article, le paragraphe 2, 1<sup>o</sup>, doit se lire comme suit :

« au niveau 1 : deux rangs désignés par les numéros 11 et 12 ».

Dans le même article, le paragraphe 3 doit se lire comme suit :

« Les grades visés au paragraphe 2 sont classés dans la catégorie expert ».

**Art. 5.** L'article 6 doit se lire comme suit :

« Art. 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents titulaires d'un grade classé aux rangs 16 et 15 ».

**Art. 6.** Les articles 7 à 10 ne sont pas applicables.

**Art. 7.** L'article 11 doit se lire comme suit :

« Il existe au sein du Commissariat général un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16, 15 et 12.

Toutefois les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure titulaires de grades classés aux rangs 15 et 12 n'en font partie que lorsqu'ils sont en service à l'administration centrale.

Le Conseil de direction est présidé par le Commissaire général. Le président désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret. »

**Art. 8.** L'article 12 n'est pas applicable.

**Art. 9.** A l'article 16, l'alinéa suivant est ajouté :

« Il peut également déclarer vacant dans la même perspective, tout emploi de rang 11 correspondant au grade d'attaché principal ».

**Art. 10.** L'article 17 n'est pas applicable.

**Art. 11.** A l'article 19, l'alinéa 2 du paragraphe 1<sup>er</sup> doit se lire comme suit :

« Ils sont appelés en service en qualité de stagiaire avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel le Secrétariat permanent au Recrutement a mis les intéressés à la disposition du Commissariat ».

Dans le même article, le paragraphe 2 doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage du Commissaire général.

Il effectue son stage conformément à l'article 24 ».

**Art. 12.** L'article 23 doit se lire comme suit :

« Art. 23. § 1<sup>er</sup>. Le stage des candidats au niveau 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un collège de stage composé :

1<sup>o</sup> du Commissaire général;

2<sup>o</sup> du Commissaire général adjoint;

3<sup>o</sup> du supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire;

4<sup>o</sup> des membres du Conseil de direction, dans un rôle consultatif et pour les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure uniquement.

Pour les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure, le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins est le directeur ayant le Service des Représentations à l'étranger dans ses attributions.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

§ 3. Un maître de stage est désigné par le Ministre ayant les relations internationales dans ses attributions, parmi les agents du Commissariat général, titulaires d'un grade de rang 12 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement.

§ 4. Pendant la durée du stage des membres du personnel de la carrière extérieure, une période de formation de deux mois est organisée par le Commissariat général. »

**Art. 13.** L'article 28 doit se lire comme suit :

« Art. 28. Dans le cas visé à l'article 26, 1°, le stagiaire est nommé par l'autorité à laquelle appartient le pouvoir de nomination en qualité de membre du personnel statutaire, au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre du Commissariat ».

**Art. 14.** A l'article 29, l'alinéa 2 doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable et si le stagiaire est dépassé au Commissariat par un ou plusieurs lauréats du même concours classé après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage ».

**Art. 15.** Les articles 46, 47 et 48 ne sont pas applicables.

**Art. 16.** Le paragraphe 2 de l'article 49 n'est pas applicable.

**Art. 17.** Les articles 50 à 53 ne sont pas applicables.

**Art. 18.** A l'article 61, l'alinéa suivant est ajouté :

« Le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure titulaire d'un grade du rang 11 qui compte 9 ans d'ancienneté dans le niveau 1 est promu au rang 12 ».

**Art. 19.** L'article 69 n'est pas applicable.

**Art. 20.** L'article 71 doit se lire comme suit :

« Art. 71. Il est publié un organigramme des délégations du Commissariat reprenant leurs structures et la mention des membres du personnel responsable.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de ces structures ».

**Art. 21.** L'article 72 n'est pas applicable.

**Art. 22.** Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 76 est remplacé par la disposition suivante :

« Il peut faire valoir ses titres à la promotion, au changement de grade et au mandat. ».

**Art. 23.** Les articles 94, 96, 97 et 98 ne sont pas applicables.

**Art. 24.** L'article 106 doit se lire comme suit :

« Art. 106. Il est institué une Chambre de recours au Commissariat, compétente pour les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat, à l'exception du Délégué général. ».

**Art. 25.** A l'article 107, le paragraphe 4 doit se lire comme suit :

« § 4. Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement, assument les mêmes fonctions au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106. ».

Dans le même article, l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 5 doit se lire comme suit :

« § 5. Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives représentées au Comité de négociation de Secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement. ».

**Art. 26.** Le titre XIII n'est pas applicable.

**Art. 27.** L'article 127 n'est pas applicable.

**Art. 28.** A l'annexe I, le littéra « A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales » est remplacé par le littéra suivant :

« A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales.

15 Délégué général ou Déléguée générale.

**Art. 29.** L'annexe II est remplacée par :

1 12 Directeur

Expert

1 11 Attaché principal

Expert

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières de la carrière extérieure en matière de statut administratif pour le personnel de la carrière extérieure*

*Section 1ère. — Des titres et fonctions*

**Art. 30.** En activité de service dans un poste, les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure portent le titre des fonctions qu'ils exercent : délégué ou délégué général.

A l'administration centrale, les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure portent le titre des fonctions qu'ils exercent.

*Section 2. — Des devoirs*

**Art. 31.** Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure sont tenus de remplir les fonctions qui leur sont assignées soit à l'étranger, soit à l'administration centrale.

Ils sont tenus d'accomplir les devoirs liés à l'exercice de leur fonction dans le souci constant des intérêts de la Communauté française. Ils ne peuvent rien publier qui soit susceptible de mettre en cause les relations avec d'autres États.

*Section 3. — Du mandat de délégué général*

**Art. 32.** Après avis du conseil de direction, la fonction de délégué général est exercée par mandat et conférée par le Gouvernement. Le mandat est renouvelable.

Le mandat est une désignation temporaire dans une fonction vacante du rang 15 à l'échelle barémique 150/1. Il est conféré pour une période de quatre ans.

**Art. 33.** Le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir peut déclarer vacante la fonction de délégué général lorsqu'elle est définitivement dépourvue de titulaire ou dans les six mois précédant le départ du titulaire en vue d'y pourvoir par mandat.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. La vacance de la fonction à conférer par mandat est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être désignés au moyen d'un avis de vacance de fonction.

L'avis de vacance de fonction est envoyé par lettre recommandée à la poste à la dernière adresse indiquée par les intéressés.

§ 2. Sont seuls pris en considération, les titres des agents qui ont présenté leur candidature par lettre recommandée dans un délai de dix jours ouvrables, qui commence à courir le premier jour ouvrable qui suit celui de la présentation de l'avis de vacance de fonction par la poste.

Les agents sont autorisés à solliciter, par anticipation, toute fonction qui deviendrait vacante pendant leur absence. La validité d'une telle candidature est limitée à deux mois.

Il est accusé réception des candidatures.

§ 3. Peut être désigné par mandat à une fonction de rang 15, tout membre du personnel statutaire de la carrière extérieure au minimum de rang 12.

§ 4. Les conditions requises pour la désignation par mandat doivent être remplies, dans le chef du candidat, à la date fixée dans l'appel aux candidats.

**Art. 35.** Le Conseil de direction émet un avis motivé sur les qualités des candidats et sur leur aptitude à exercer la fonction de délégué général attribuée par mandat.

**Art. 36.** Les avis motivés établis conformément à l'article 35 concernant l'ensemble des candidats à la fonction de délégué général sont notifiés à chacun d'eux par lettre recommandée à la poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Conseil de direction.

**Art. 37.** Pendant la durée du mandat, le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure exerce les prérogatives et bénéficie du traitement et des avantages pécuniaires attachés au mandat dont il est temporairement revêtu.

La durée du mandat est prise en compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire et l'ancienneté administrative de l'agent.

En outre, il est soumis au statut administratif et pécuniaire attaché à ce grade.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Pendant le mandat, le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure ne peut obtenir un congé pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel.

§ 2. Le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure peut demander à l'autorité dont il relève qu'il soit mis fin à son mandat.

En cas d'accord de cette autorité, un préavis de six mois est requis, à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité n'accepte un délai plus court.

§ 3. Le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure qui exerce le mandat de délégué général, relève de la Chambre de recours des fonctionnaires généraux.

**Art. 39.** Le siège de la délégation générale est fixé par le Gouvernement.

*Section 4. — Du mouvement*

**Art. 40.** Pour l'application de la présente section, il faut entendre par poste toute représentation diplomatique de la Communauté française.

**Art. 41.** Par mouvement, il faut entendre le changement périodique d'affectation de poste des délégués, organisé tous les quatre ans.

Lors de chaque mouvement, un appel aux candidatures est lancé. Il est ouvert prioritairement à l'ensemble du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat général, ensuite aux membres du personnel statutaire de niveau 1 du Commissariat général.

La condition de participation au mouvement, pour les membres du personnel statutaire de niveau 1 du Commissariat général, est d'être titulaires d'un grade du rang 11 au moins.

En cas de poste non prévu par cette procédure, il sera fait appel aux lauréats d'un concours de recrutement.

**Art. 42.** Le conseil de direction est chargé de l'examen des candidatures.

La désignation des délégués est arrêtée par le Gouvernement.

Le Commissaire général est chargé de la mise en œuvre du mouvement.

**Art. 43.** Sous réserve de l'application de l'article 32 et à l'exception de la direction d'un centre culturel, les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure ne pourront être prolongés dans le même poste.

Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure ne pourront effectuer plus de quatre missions consécutives en poste sans retour en service à l'administration centrale.

*Section 5. — De la lettre de mission et du rapport d'activités*

**Art. 44.** Lors de chaque affectation en poste, le Commissaire général établit en concertation avec le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure concerné, une lettre de mission qui définit les objectifs à atteindre.

La lettre de mission peut être adaptée suivant les modalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> au cours de la mission.

**Art. 45.** Complémentairement au titre X de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, relatif à l'évaluation, le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure rédige en vue de celle-ci un rapport d'activité établi notamment en fonction des objectifs retenus dans la lettre de mission. Il le transmet au Commissaire général et au Directeur ayant le Service des Représentations à l'étranger dans ses attributions.

**Art. 46.** L'évaluation des membres du personnel statutaire de la carrière extérieure affectés à un poste à l'étranger, est établie à la fois sur base du rapport d'activité mentionné à l'article 45 et sur base des critères d'évaluation fixés dans le modèle du rapport annexé au présent arrêté, selon la procédure décrite au titre X de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'au terme de son évaluation le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure désigné au mandat de délégué général obtient la mention défavorable, la fonction pour laquelle il a été désigné fait l'objet d'un nouvel appel aux candidats.

Toutefois, en cas de recours introduit, cet appel ne peut intervenir avant la décision prise au terme de la procédure de recours, sauf si le mandat est arrivé à son terme.

§ 2. L'agent visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est réaffecté dans son grade initial.

**Art. 48.** Les Ministres ayant respectivement dans leurs attributions les relations internationales et la fonction publique exercent conjointement le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques dans la procédure statutaire d'évaluation à l'égard du membre du personnel statutaire de la carrière extérieure désigné au mandat de délégué général.

Au cas où les attributions précisées à l'alinéa précédent seraient exercées par un même ministre, le Gouvernement désigne un second ministre pour exercer le rôle dévolu au deuxième supérieur hiérarchique.

**Art. 49.** La décision d'attribution de l'évaluation est prise par le Gouvernement.

*Section 6. — De la cessation définitive de l'activité*

**Art. 50.** Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure qui auront été en activité de service pendant au moins quinze ans, pourront être autorisés par l'arrêté qui leur accorde la démission de leur fonction, à conserver, à leur choix, le titre honorifique de la dernière fonction qu'ils ont exercée soit à l'étranger, soit à l'administration centrale.

*CHAPITRE IV. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 51.** L'article 30 doit se lire comme suit :

« Art. 30. L'échelle de traitement des membres du personnel statutaire de la carrière extérieure de rang 11 est fixée conformément aux dispositions du point « 3. Echelles de qualification 3-110/3 » de la rubrique « Echelles du niveau 1 » reprise à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

L'échelle de traitement des membres du personnel statutaire de la carrière extérieure de rang 12 est fixée conformément aux dispositions du point « 5. Echelles de promotion - 120/3 » de la rubrique « Echelles du niveau 1 » reprise à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

L'échelle de traitement du membre du personnel statutaire de la carrière extérieure exerçant le mandat de délégué général est fixée conformément aux dispositions du point « 5. Echelles de promotion - 150/1 » de la rubrique « Echelles de niveau 1 » reprise à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française. »

**Art. 52.** L'article 31 n'est pas applicable.

**Art. 53.** L'annexe IV est remplacée par :

Délégué général .....	1
Directeur .....	3
Attaché principal .....	3

*CHAPITRE V. — Dispositions particulières de la carrière extérieure  
en matière de statut pécuniaire pour le personnel de la carrière extérieure*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 54.** Les membres du personnel statutaire de niveau 1 du Commissariat général qui, en application de l'article 41 du présent statut, sont affectés lors du mouvement, à un poste à l'étranger pour quatre ans, gardent leur échelle barémique et bénéficient des indemnités liées à la fonction.

*Section 2. — Des indemnités et allocations diverses*

**Art. 55.** Les membres du personnel de la carrière extérieure bénéficient, en raison de caractère représentatif de leur mission et des contraintes de l'éloignement, d'indemnités et d'allocations diverses.

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 56.** Les indemnités et allocation diverses prévues à l'article 55 du présent arrêté sont :

- 1° l'indemnité de poste;
- 2° l'indemnité des délais;
- 3° l'indemnité de congé;
- 4° l'indemnité de logement et l'indemnité spéciale de transfert;
- 5° l'indemnité d'installation;
- 6° l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles;
- 7° le supplément d'allocations familiales;
- 8° l'intervention dans les frais scolaires;
- 9° l'intervention dans le loyer privé;
- 10° l'intervention dans les frais de congé.

*Sous-Section II. — De l'indemnité de poste*

**Art. 57.** Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure affectés à un poste reçoivent, outre leur traitement, une indemnité de poste fixée par arrêté du Gouvernement.

**Art. 58.** L'indemnité de poste est composée des éléments suivants :

- 1° indemnité de base;
- 2° indemnité d'éloignement;
- 3° indemnité de pénibilité;
- 4° indemnité de réceptions.

**Art. 59.** Lorsque le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure est accompagné en poste de son conjoint ou de son cohabitant légal au sens du Code Civil, l'indemnité de base est augmentée de 25 %.

**Art. 60.** Lorsqu'un logement est mis à la disposition d'un membre du personnel statutaire de la carrière extérieure, une retenue égale à 20 % des émoluments nets est affectée sur son indemnité de poste.

*Sous-Section III. — De l'indemnité des délais*

**Art. 61.** Pendant la période de deux mois qui précède immédiatement l'arrivée en poste, période dite « des délais », le membre du personnel de la carrière extérieure reçoit une indemnité établie sur base de frais réels, dont le montant maximal est fixé par le Gouvernement. Cette indemnité n'est payée qu'aux agents qui étaient en fonction à l'administration centrale avant leur nouvelle désignation.

*Sous-section IV. — De l'indemnité de congé*

**Art. 62.** Pendant la durée des congés annuels ainsi que pendant la durée des voyages aller-retour à l'occasion de ces congés, l'indemnité de poste est remplacée par une indemnité de congé. Cette disposition n'est d'application qu'à partir du 31<sup>ème</sup> jour de congés annuels cumulés.

Pour un membre du personnel statutaire de la carrière extérieure invité à quitter définitivement son poste et adjoint à l'administration centrale, le bénéfice de l'indemnité de congé est accordé pendant la durée du solde de congé né du chef des fonctions à l'étranger et dont il est autorisé à bénéficier.

L'indemnité de congé est fixée par le Gouvernement.

*Sous-section V. — De l'indemnité de logement et de l'indemnité spéciale de transfert*

**Art. 63.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat général adjoints à l'administration centrale reçoivent une indemnité mensuelle de logement.

L'indemnité de logement n'est octroyée que pendant trois années d'adjonction ininterrompue à l'administration centrale. Elle n'est pas payée au membre du personnel de la carrière extérieure autorisé à bénéficier du solde de son congé né du chef de ses fonctions à l'étranger, toutefois cette période de congé n'entre pas en ligne de compte dans le calcul des trois années précitées.

L'indemnité de logement est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure du Commissariat général adjoints à l'administration centrale reçoivent en outre une indemnité mensuelle spéciale de « transfert », dont la durée est égale à celle de l'indemnité de logement.

L'indemnité spéciale de transfert est fixée par le Gouvernement.

#### Sous-section VI. — De l'indemnité d'installation

**Art. 64.** En cas de déménagement rendu nécessaire par une nouvelle affectation, une indemnité dite « d'installation » peut être allouée au membre du personnel statutaire de la carrière extérieure adjoint à un poste à l'étranger ou à l'administration centrale.

Le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure établit sa demande sous forme de déclaration de créance établie sur base des frais réels, accompagnée des pièces justificatives des débours; cette déclaration de créance doit être envoyée au Commissaire général endéans les six mois suivant la date à laquelle le logement a été occupé.

Seules les dépenses faites à fonds perdus, c'est-à-dire dont l'objet est irrécupérable lorsque le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure quitte définitivement le logement, sont prises en considération. Il s'agit notamment des frais de peinture, papier mural, tentures, rideaux, frais d'installation d'appareils sanitaires à l'exclusion de l'achat des appareils eux-mêmes.

L'indemnité d'installation est fixée par le Gouvernement.

#### Sous-section VII. — De l'indemnité pour frais de dernière maladie et de funérailles

**Art. 65.** En cas de décès d'un membre du personnel de la carrière extérieur, il est liquidé au profit de la ou des personnes qui a ou ont exposé les frais de dernière maladie et de funérailles, une indemnité égale à un mois de tous les émoluments du défunt, soit le traitement net, l'indemnité de poste et le supplément éventuel de 25 %.

Si la personne et les héritiers qui habitaient avec le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure décédé en activité de service à l'étranger, justifient s'être trouvés dans l'impossibilité de quitter la résidence au cours du mois suivant celui pendant lequel le décès a eu lieu, cette indemnité pourra être doublée.

#### Sous-section VIII. — Des indemnités pour charges familiales

**Art. 66.** Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure en fonction à l'étranger depuis plus de six mois consécutifs bénéficient d'une indemnité pour charges familiales équivalente au double des allocations ordinaires majorées des suppléments octroyés en raison de l'âge des enfants.

#### Sous-section IX. — De l'intervention dans les frais scolaires

**Art. 67.** Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure en poste à l'étranger peuvent bénéficier d'une intervention dans les frais scolaires de leurs enfants, pour autant que ceux-ci ne bénéficient déjà pas d'une allocation pour frais d'études octroyée par une autre administration ou un autre organisme.

Peuvent être pris en considération pour le bénéfice de cette intervention, les enfants dont le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure a la garde et la charge, qui font partie de son ménage et qui sont âgés de quatre à vingt-vinq ans accomplis.

Seules les études de plein exercice, du niveau maternel jusqu'au niveau universitaire, organisées régulièrement sont prises en considération.

**Art. 68.** Les montants d'intervention ainsi que les dépenses admissibles au remboursement sont fixés par un arrêté du Gouvernement.

#### Sous-section X. — De l'intervention dans le loyer privé

**Art. 69.** Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure en poste à l'étranger peuvent obtenir sous la forme d'un supplément de l'indemnité de poste, une intervention dans leurs frais de logement, selon des modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 70.** Par loyer, il faut entendre la somme payée pour l'occupation proprement dite du logement, à l'exclusion de tous autres éléments, tels que chauffage, éclairage, taxes locatives, commission aux agences immobilières.

**Art. 71.** Aucune intervention n'est accordée aux membres du personnel statutaire de la carrière extérieure en cas d'acquisition par ceux-ci d'un logement.

#### Sous-section XI. — De l'intervention dans les voyages de congé

**Art. 72.** Les frais de retour en congé en Belgique et éventuellement de retour en poste du membre du personnel statutaire de la carrière extérieure adjoint à un poste à l'étranger et des membres de sa famille sont remboursables à partir d'une certaine durée de séjour ininterrompue dans le poste déterminée par le Gouvernement.

### CHAPITRE VI. — *Autres modalités d'application*

**Art. 73.** L'article 3, § 1<sup>er</sup> et l'article 4 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatifs à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle sont remplacés par le texte suivant, pour les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure lorsqu'ils sont en fonction à l'étranger :

« Les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure en poste à l'étranger peuvent, si les nécessités de service le permettent, obtenir chaque année un congé de trente jours ouvrables, au prorata des prestations à l'étranger dans le courant de l'année.

Un supplément de congés de quinze jours ouvrables par an au maximum peut être accordé au prorata de la durée de séjour à l'étranger pour les postes désignés par le Gouvernement.

Le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure, qui n'a pu obtenir, pour des raisons de service préalablement constatées et approuvées par le Commissaire général, les congés prévus aux alinéas précédents, pourra en bénéficier jusqu'au 31 août de l'année suivante. Toutefois, la durée des congés cumulés ne peut dépasser nonante jours ouvrables. Toute partie de l'arriéré dépassant la limite précitée est annulée à la fin de chaque année civile.

Le temps consacré au voyage à destination de la Belgique ou de retour à leur poste n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la durée du congé. ».

**Art. 74.** L'article 19 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle est remplacé par le texte suivant pour les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure lorsqu'ils sont en fonction à l'étranger :

« Art. 19. Le congé de maladie ne sera accordé au membre du personnel statutaire de la carrière extérieure que sur production d'une attestation médicale circonstanciée. ».

**Art. 75.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif aux congés accordés à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations aux bénéficiaires de groupes politiques reconnus de la Chambre des représentants du Sénat, il y a lieu de lire « au Commissariat » au lieu de « au Trésor ».

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, abrogations et finales*

**Art. 76.** Par dérogation à l'article 32, alinéa 2, le premier mandat du délégué général en poste lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté prend fin le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Par dérogation aux dispositions de l'article 34, § 3, peuvent être désignés par mandat à la fonction de délégué général, les membres du personnel statutaire de la carrière extérieure de rang 11, durant les neuf années qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

En cas d'octroi d'une mention défavorable au terme d'une procédure d'évaluation, le membre du personnel statutaire de la carrière extérieure visé à l'alinéa précédent est réaffecté dans un emploi du rang 11.

**Art. 77.** Les délégués en activité de service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté participent au mouvement jusqu'à la fin de leur carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 41.

**Art. 78.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales, sauf en tant qu'il fonde l'organisation d'une chambre de recours pour le personnel du Commissariat titulaire d'un grade classé à un rang autre que le rang 16 ou le rang 15 et en tant qu'il fonde, pour le personnel du Commissariat, le mode de paiement anticipatif des rémunérations du personnel, est abrogé.

**Art. 79.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication.

**Art. 80.** Les Ministres ayant respectivement dans leur compétences les relations internationales et la fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 1999 — 4184

[99/29651]

**18 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 13 en 96;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een Commissariaat-Generaal bij de Internationale Betrekkingen;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 november 1996 tussen de Franse Gemeenschap van België en het Waals Gewest betreffende de toenadering van de voor buitenlandse betrekkingen bevoegde besturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 1998 en 29 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 2 december 1998;

Gelet op het protocol nr. 207 van het Onderhandelingscomité van Sector VXII, gesloten op 18 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 februari 1999 over de aanvraag van advies binnen de termijn van een maand;



Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 26 april 1999, in toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** Onderhavig besluit is van toepassing op de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen, hierna het Commissariaat genoemd.

*HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

**Art. 2.** Onder voorbehoud van de modaliteiten vastgesteld door onderhavig besluit, zijn het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing op de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat.

De bepalingen die de bepalingen van de in de vorige alinea vermelde besluiten wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege van toepassing op het artikel 1 beoogde personeel, behalve indien zijn invloed hebben op bepalingen die het voorwerp uitgemaakt hebben van de in onderhavig besluit voorziene aanpassingsmaatregelen.

Voor de toepassing van de bovenstaande regels op het in artikel 1 beoogde personeel, dient men de woorden « ambtenaren van de Diensten van de Regering » die daarin voorkomen te vervangen door de woorden « statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst » en de woorden « Raad van Beroep voor de Diensten van de Regering » door de woorden « Raad van Beroep voor het Commissariaat ».

*HOOFDSTUK II. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.*

**Art. 3.** Artikel 1 van het besluit van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Regering moet als volgt worden gelezen voor de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat :

« Artikel 1. Statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat is ieder personeelslid dat er in vast dienstverband tewerkgesteld is.

Elk statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal vertegenwoordigt de Franse Gemeenschap en, met het akkoord van de Waalse Regering, het Waals Gewest ».

**Art. 4.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, moet de eerste paragraaf als volgt worden gelezen :

« § 1. Ieder statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage II bij dit besluit, die dat personeelslid in een rang en in een categorie situeert en die hem/haar machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformatie van het Commissariaat en die overeenstemt met deze graad. ».

In hetzelfde artikel, moet paragraaf 2, 1°, als volgt worden gelezen :

« op niveau 1 : twee rangen aangeduid met de nummers 11 en 12 ».

In hetzelfde artikel, moet paragraaf 3 als volgt worden gelezen :

« De in paragraaf 2 bedoelde graden worden in de categorie deskundig ingedeeld. »

**Art. 5.** Artikel 6 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit de ambtenaren bekleed met een graad die is ingedeeld in de rangen 16 en 15. »

**Art. 6.** De artikelen 7 tot 10 zijn niet van toepassing.

**Art. 7.** Artikel 11 moet als volgt worden gelezen :

« Binnen het Commissariaat-Generaal is er een Directieraad samengesteld uit de ambtenaren bekleed met de graden die ingedeeld zijn in de rangen 16, 15 en 12.

De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die bekleed zijn met graden die ingedeeld zijn in de rangen 15 en 12 maken daar echter slechts deel van uit indien zij bij het hoofdbestuur in dienst zijn.

De Directieraad wordt voorgezeten door de Commissaris-Generaal. De voorzitter wijst het lid van de Directieraad aan dat hem in geval van afwezigheid of van verhindering vervangt.

Elke individuele beslissing die door de Directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid gebeurt bij geheime stemming ».

**Art. 8.** Artikel 12 is niet van toepassing.

**Art. 9.** In artikel 16 wordt de volgende alinea toegevoegd :

« Zij/hij kan in hetzelfde perspectief eveneens elke betrekking van rang 11 die met de graad van eerstaanwendend attaché overeenkomt vacant verklaren ».

**Art. 10.** Artikel 17 is niet van toepassing.

**Art. 11.** In artikel 19, moet alinea 2 van de eerste paragraaf als volgt worden gelezen :

« Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin het Vast Wervingssecretariaat de geslaagden ter beschikking van het Commissariaat heeft gesteld ».

In hetzelfde artikel, moet paragraaf 2 als volgt worden gelezen :

« De statiair ressorteert tijdens zijn stage onder het Commissariaat-Generaal.

Hij volbrengt zijn stage overeenkomstig artikel 24. »

**Art. 12.** Artikel 23 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 23. § 1. De stage van de kandidaten voor niveau 1 en 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een stagecollege, bestaande uit :

1° de Commissaris-Generaal;

2° de Adjunct-Commissaris-Generaal;

3° de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 onder wiens gezag de stagiair gesteld is;

4° de leden van de Directieraad, in een adviserende rol en enkel voor de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst.

Voor de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst, is de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 de Directeur die de Dienst Vertegenwoordigingen in het buitenland onder zijn bevoegdheden heeft.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeeester en van de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. Er wordt door de Minister die de internationale betrekkingen onder zijn bevoegdheden heeft een stagemeeester benoemd onder de ambtenaren van het Commissariaat-Generaal, bekleed met een graad van ten minste rang 12 die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft over de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering.

§ 4. Tijdens de duur van de stage van de personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst, wordt er door het Commissariaat-Generaal een vormingsperiode van twee maanden georganiseerd. »

**Art. 13.** Artikel 28 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 28. In het in artikel 26, 1° bedoelde geval wordt de stagiair door de tot benoemen bevoegde overheid tot statutair personeelslid benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van het Commissariaat bestaat. ».

**Art. 14.** In artikel 29 moet alinea 2 als volgt worden gelezen :

« Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair op het Commissariaat door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkbaar examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat. ».

**Art. 15.** De artikelen 46, 47 en 48 zijn niet van toepassing.

**Art. 16.** Paragraaf 2 van artikel 49 is niet van toepassing.

**Art. 17.** De artikelen 50 tot 53 zijn niet van toepassing.

**Art. 18.** In artikel 61 wordt de volgende alinea toegevoegd :

« Het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst bekleed met een graad van rang 11 dat 9 jaar anciënniteit in niveau 1 telt, wordt bevorderd tot rang 12 ».

**Art. 19.** Artikel 69 is niet van toepassing.

**Art. 20.** Artikel 71 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 71. Er wordt een organogram van de afvaardigingen van het Commissariaat bekendgemaakt waarin hun structuren worden opgenomen met vermelding van de verantwoordelijke personeelsleden.

Bij elke wijziging van die structuren wordt er een nieuw organogram bekendgemaakt. ».

**Art. 21.** Artikel 72 is niet van toepassing.

**Art. 22.** De 2de alinea van artikel 76 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Hij kan zijn aanspraken op bevordering, op verandering van graad en op het mandaat doen gelden. ».

**Art. 23.** De artikelen 94, 96, 97 en 98 zijn niet van toepassing.

**Art. 24.** Artikel 106 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 106. Er wordt een Raad van Beroep voor het Commissariaat ingesteld, die bevoegd is voor de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat, behalve de afgevaardigde-generaal. ».

**Art. 25.** In artikel 107 moet paragraaf 4 als volgt worden gelezen :

« § 4. De voorzitter en plaatsvervangende voorzitter die de Raad van Beroep vormen die bevoegd is voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering, vervullen dezelfde functies binnen de Raad van Beroep bedoeld bij artikel 106. ».

In hetzelfde artikel moet alinea 1 van paragraaf 5 als volgt worden gelezen :

« § 5. De assessoren en de plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de representatieve vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van één assessor en twee plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen. ».

**Art. 26.** Titel XIII is niet van toepassing.

**Art. 27.** Artikel 127 is niet van toepassing.

**Art. 28.** In bijlage I wordt littera « A. Ambtenaren-generaal » vervangen door de volgende littera :

« A. Ambtenaren-generaal

15 Afgevaardigde-generaal.

**Art. 29.** Bijlage II wordt vervangen door :

I 12 Directeur

Deskundig

I 11 Eerstaanwendend attaché

Deskundig

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen van de carrière buitenlandse dienst inzake administratief statuut voor het personeel van de carrière buitenlandse dienst*

*Afdeling 1. — Titels en functies*

**Art. 30.** In dienstactiviteit op een post, dragen de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst de titel van de functies die zij uitoefenen : afgevaardigde of afgevaardigde-generaal.

Op het hoofdbestuur dragen de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst de titel van de functies die zij uitoefenen.

*Afdeling 2. — Plichten*

**Art. 31.** De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst zijn ertoe gehouden de functies te vervullen die hun worden toegewezen hetzij in het buitenland, hetzij op het hoofdbestuur.

Zij zijn ertoe gehouden de aan de uitoefening van hun functie verbonden plichten te vervullen uit voortdurende zorg om de belangen van de Franse Gemeenschap.

Zij mogen niets publiceren wet de betrekkingen met andere Staten in het gedrang zou kunnen brengen.

*Afdeling 3. — Het mandaat van afgevaardigde-generaal*

**Art. 32.** Na advies van de directieraad, wordt de functie van afgevaardigde-generaal per mandaat uitgeoefend en verleend door de Regering. Het mandaat is hernieuwbaar.

Het mandaat is een tijdelijke aanstelling in een vacante functie van rang 15 op de weddeschaal 150/1. Het wordt toegekend voor een periode van vier jaar.

**Art. 33.** De Regering of de ambtenaar-generaal die zij daartoe heeft gemachtigd, kan de functie van afgevaardigde-generaal vacant verklaren wanneer zij definitief onbezet staat of binnen zes maanden voorafgaand aan het vertrek van de titularis teneinde er door een mandaat in te voorzien.

**Art. 34. § 1.** De vacature van de bij mandaat te verlenen functie wordt door middel van een bericht van vacante functie ter kennis gebracht van de ambtenaren die voor een aanstelling in aanmerking komen.

Het bericht van vacante functie wordt bij een ter post aangetekende brief naar het laatste door de betrokkenen opgegeven adres gestuurd.

§ 2. Enkel de titels van de ambtenaren die hun kandidatuur per aangetekende brief gesteld hebben binnen een termijn van tien werkdagen, die begint te lopen de eerste werkdag volgend op die van de voorlegging van het bericht van vacante functie per post, worden in aanmerking genomen.

De ambtenaren mogen van tevoren solliciteren voor elke functie die tijdens hun afwezigheid vacant zou worden. De geldigheid van een dergelijke kandidatuur is tot twee maanden beperkt.

De goede ontvangst van de kandidaturen wordt bevestigd.

§ 3. Elk statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst van ten minste rang 12 kan per mandaat worden aangesteld voor een functie van rang 15.

§ 4. De gestelde voorwaarden voor de aanstelling per mandaat moeten in hoofde van de kandidaat vervuld zijn op de datum vastgesteld in de oproeping voor kandidaten.

**Art. 35.** De Directieraad brengt een met redenen omkleed advies uit over de kwaliteiten van de kandidaten en over hun bekwaamheid om de per mandaat toegekende functie van afgevaardigde-generaal uit te oefenen.

**Art. 36.** De overeenkomstig artikel 35 opgestelde met redenen omklede adviezen met betrekking tot alle kandidaten voor de functie van afgevaardigde-generaal worden aan elk van hen door middel van een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de in de vorige alinea voorziene kennisgeving, bij de Directieraad bezwaar indienen.

Hij wordt op zijn verzoek gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door elke persoon van zijn keuze, behalve een lid van de Directieraad.

**Art. 37.** Tijdens de duur van het mandaat oefent het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst de prerogatieven uit en geniet hij de wedde en de geldelijke voordelen die verbonden zijn aan het mandaat waarmee hij tijdelijk bekleed is.

De duur van het mandaat wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit en de administratieve anciënniteit van de ambtenaar.

Bovendien is hij onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut dat aan die graad verbonden is.

**Art. 38. § 1.** Tijdens het mandaat kan het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst geen verlof krijgen om een functie in een ministerieel kabinet uit te oefenen.

§ 2. Het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst kan aan de overheid waarvan hij afhangt vragen dat zijn mandaat wordt beëindigd.

Ingeval die overheid akkoord gaat, is er een opzegging van zes maanden vereist, tenzij de overheid, op verzoek van de betrokkene, een kortere termijn aanvaardt.

§ 3. Het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat het mandaat van afgevaardigde-generaal uitoefent, valt onder de Raad van Beroep van de ambtenaren-generaal.

**Art. 39.** De zetel van de afvaardiging-generaal wordt door de Regering vastgesteld.

*Afdeling 4. — Beweging.*

**Art. 40.** Voor de toepassing van onderhavige afdeling dient onder post verstaan te worden elke diplomatieke vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap.

**Art. 41.** Onder beweging dient verstaan te worden de periodieke verandering van dienstaanwijzing van post van de afgevaardigden, om de vier jaar georganiseerd.

Bij elke beweging wordt er een oproeping tot kandidaatstellingen gedaan. Zij wordt prioritair opengesteld voor alle statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal, vervolgens voor de statutaire personeelsleden van niveau 1 van het Commissariaat-Generaal.

De voorwaarde om aan de beweging deel te nemen, voor de statutaire personeelsleden van niveau 1 van het Commissariaat-Generaal, is bekleed te zijn met een graad van ten minste rang 11.

Ingeval een post door deze procedure onbezet blijft, wordt er een beroep gedaan op de geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen.

**Art. 42.** De directieraad is belast met het onderzoek van de kandidaatstellingen.

Tot de aanstelling van de afgevaardigden wordt door de Regering besloten.

De Commissaris-Generaal is belast met de implementatie van de beweging.

**Art. 43.** Onder voorbehoud van toepassing van artikel 32 en met uitzondering van de leiding van een cultureel centrum, kunnen de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst niet op eenzelfde post worden verlengd.

De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst mogen niet meer dan vier opeenvolgende zendingen op post uitvoeren zonder naar het hoofdbestuur terug te keren.

#### *Afdeling 5. — Zendingsbrief en activiteitenverslag*

**Art. 44.** Bij elke dienstaanwijzing op een post stelt de Commissaris-Generaal in overleg met het betrokken statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst een zendingsbrief op waarin de te bereiken doelstellingen worden gedefinieerd.

De zendingsbrief an in de loop van de zending worden aangepast volgens de modaliteiten voorzien in alinea 1.

**Art. 45.** In aanvulling op titel X van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met betrekking tot de evaluatie, stelt het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst met het oog hierop een activiteitenverslag op dat in het bijzonder wordt opgesteld op basis van de in de zendingsbrief vermelde doelstellingen. Hij maakt het over aan de Commissaris-Generaal en aan de Directeur die de Dienst Vertegenwoordigingen in het buitenland onder zijn bevoegdheden heeft.

**Art. 46.** De evaluatie van de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die op een post in het buitenland aangesteld zijn, wordt zowel opgesteld op basis van het in artikel 45 vermelde activiteitenverslag als op basis van de evaluatiecriteria vastgesteld zijn in het model van het verslag dat bij onderhavig besluit gevoegd is, volgens de procedure beschreven in titel X van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 47.** § 1. Als het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat voor het mandaat van afgevaardigde-generaal is aangesteld na afloop van zijn evaluatie een ongunstige vermelding krijgt, maakt de functie waarvoor hij aangesteld werd het voorwerp uit van een nieuwe oproeping voor kandidaten.

Ingeval er echter beroep werd ingesteld, kan die oproeping niet gebeuren vóór de beslissing die genomen wordt aan het einde van de beroepsprocedure, behalve indien het mandaat is afgelopen

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaar wordt opnieuw in zijn oorspronkelijke graad aangesteld.

**Art. 48.** De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor de internationale betrekkingen en het openbaar ambt vervullen gezamenlijk de rol die is toebedeeld aan de hiërarchische meerderen in de statutaire evaluatieprocedure ten aanzien van het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat is aangesteld voor het mandaat van afgevaardigde-generaal.

Ingeval de in vorige alinea gepreciseerde bevoegdheden door eenzelfde minister uitgeoefend zouden worden, stelt de Regering een tweede minister aan om de rol uit te oefenen die aan de tweede hiërarchische meerdere is toebedeeld.

**Art. 49.** De beslissing tot toekenning van de evaluatie wordt door de Regering genomen.

#### *Afdeling 6. — Definitieve beëindiging van de activiteit*

**Art. 50.** De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die gedurende ten minste vijftien jaar in dienstactiviteit geweest zijn, kunnen door het besluit dat hun het ontslag uit hun functie verleent, worden gemachtigd om naar eigen keuze hun eretitel te behouden van de laatste functie die zij hetzij in het buitenland hetzij op het hoofdbestuur uitgeoefend hebben.

#### *HOOFDSTUK IV. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 51.** Artikel 30 moet als volgt worden gelezen :

« Art. 30. De weddeschaal van de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van rang 11 wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van punt « 3. Kwalificatieschalen 3 - 110/3 » van de rubriek « Schalen van niveau 1 » die is opgenomen in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De weddeschaal van de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van rang 12 wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van punt « 5. Bevorderingsschalen - 120/3 » van de rubriek « Schalen van niveau 1 » die is opgenomen in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De weddeschaal van de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van rang 12 wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van punt « 5. Bevorderingsschalen - 120/3 » van de rubriek « Schalen van niveau 1 » die is opgenomen in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De weddeschaal van het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat het mandaat van afgevaardigde-generaal uitoefent wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van punt « 5. Bevorderingsschalen - 150/1 » van de rubriek « Schalen van niveau 1 » die is opgenomen in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 52.** Artikel 31 is niet van toepassing.

**Art. 53.** Bijlage IV wordt vervangen door :

Afgevaardigde-generaal .....	1
Directeur .....	3
Eerstaanwezend attaché .....	3

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen van de carrière buitenlandse dienst  
inzake geldelijk statuut voor het personeel van de carrière buitenlandse dienst*

*Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 54.** De statutaire personeelsleden van niveau 1 van het Commissariaat-Generaal die, in toepassing van artikel 41 van onderhavig statuut, op het ogenblik van de beweging voor vier jaar op een post in het buitenland aangesteld worden, behouden hun weddeschaal en genieten de vergoedingen die aan de functie verbonden zijn.

*Afdeling 2. — Diverse toelagen en vergoedingen*

**Art. 55.** De personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst genieten, omwille van het representatief karakter van hun zending en de verplichtingen van de verwijdering, diverse toelagen en voergoedingen.

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

**Art. 56.** De in artikel 55 van onderhavig besluit voorziene diverse toelagen en vergoedingen zijn :

- 1° de postvergoeding;
- 2° de termijnvergoeding;
- 3° de verlofvergoeding;
- 4° de huisvestingsvergoeding en de speciale overplaatsingsvergoeding;
- 5° de installatievergoeding;
- 6° de vergoeding voor laatste verplegings- en begrafeniskosten;
- 7° het kinderbijslagsupplement;
- 8° de tegemoetkoming in de schoolkosten;
- 9° de tegemoetkoming in de privé-huur;
- 10° de tegemoetkoming in de verlofkosten.

Onderafdeling II. — Postvergoeding

**Art. 57.** De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die op een post aangesteld zijn, ontvangen, behalve hun wedde, een bij besluit van de Regering vastgestelde postvergoeding.

**Art. 58.** De postvergoeding bestaat uit de volgende elementen :

- 1° basisvergoeding;
- 2° verwijderingsvergoeding;
- 3° hardshipvergoeding;
- 4° receptievergoeding.

**Art. 59.** Als het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst op post vergezeld is door zijn echtgenoot of de persoon waarmee hij wettelijk samenwoont in de zin van het Burgerlijk Wetboek, wordt de basisvergoeding met 25 % verhoogd.

**Art. 60.** Als er een woning ter beschikking gesteld wordt van een statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst, wordt er een afhouding gelijk aan 20 % van de nettoemolumenten op zijn postvergoeding gedaan.

Onderafdeling III. — Termijnvergoeding

**Art. 61.** Tijdens de periode van twee maanden die onmiddellijk voorafgaat aan de aankomst op de post, de zogenaamde « termijnperiode », ontvangt het personeelslid van de carrière buitenlandse dienst een vergoeding die bepaald is op basis van werkelijke kosten, waarvan het maximumbedrag door de Regering vastgesteld wordt. Die vergoeding wordt slechts betaald aan de ambtenaren die vóór hun nieuwe aanstelling in functie waren op het hoofdbestuur.

Onderafdeling IV. — Verlofvergoeding

**Art. 62.** Tijdens de duur van het jaarlijks verlof alsook tijdens de duur van de heen- en terugreizen ter gelegenheid van dat verlof, wordt de postvergoeding vervangen door een verlofvergoeding. Deze bepaling is slechts van toepassing vanaf de 31ste dag van het gecumuleerd jaarlijks verlof.

Voor een statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat wordt verzocht om definitief zijn post te verlaten en aan het hoofdbestuur wordt toegevoegd, wordt het voordeel van de verlofvergoeding toegekend tijdens de duur van het verlofsaldo dat ontstaan is uit hoofde van de functies in het buitenland en dat hij mag genieten.

De verlofvergoeding wordt door de Regering vastgesteld.

Onderafdeling V. — Huisvestingsvergoeding en speciale overplaatsingsvergoeding

**Art. 63.** § 1. De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal die aan het hoofdbestuur toegevoegd zijn, ontvangen een maandelijkse huisvestingsvergoeding.

De huisvestingsvergoeding wordt slechts toegekend gedurende drie jaar van onderbroken toevoeging aan het hoofdbestuur. Zij wordt niet betaald aan het personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat het saldo van zijn verlof mag genieten dat ontstaan is uit hoofde van zijn functies in het buitenland; die verlofperiode komt echter niet in aanmerking in de berekening van de drie voormelde jaren.

De huisvestingsvergoeding wordt door de Regering vastgesteld.

§ 2. De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Commissariaat-Generaal die aan het hoofdbestuur toegevoegd zijn, ontvangen bovendien een speciale maandelijkse « overplaatsingsvergoeding », waarvan de duur gelijk is aan die van de huisvestingsvergoeding.

De speciale overplaatsingsvergoeding wordt door de Regering vastgesteld.

## Onderafdeling VI. — Installatievergoeding

**Art. 64.** In geval een nieuwe aanstelling tot verhuizing noopt, kan er een zogenaamde « installatievergoeding » worden toegekend aan het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat aan een post in het buitenland of aan het hoofdbestuur toegevoegd is.

Het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst stelt zijn aanvraag op onder de vorm van aangifte van schuldvordering opgemaakt op basis van de werkelijke kosten, vergezeld van de bewijsstukken van de onkosten; die aangifte van schuldvordering moet naar de Commissaris-Generaal worden gestuurd binnen zes maanden na de datum waarop de woning werd betrokken.

Enkel de uitgaven die « à fonds perdu » werden gedaan, dat wil zeggen waarvan het voorwerp niet terugvorderbaar is wanneer het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst definitief de woning verlaat, worden in aanmerking genomen. Het gaat hier in het bijzonder om de kosten voor schilderwerk, behangspapier, wandbekleding, gordijnen, kosten voor installatie van sanitaire toestellen met uitsluiting van de aankoop van de toestellen zelf.

De installatievergoeding wordt door de Regering vastgesteld.

## Onderafdeling VII. — Vergoeding voor laatste verplegings- en begrafeniskosten

**Art. 65.** In geval van overlijden van een personeelslid van de carrière buitenlandse dienst, wordt er ten gunste van de persoon of personen die de kosten voor laatste verpleging en begrafenis gedragen heeft of hebben, een vergoeding uitgekeerd die gelijk is aan een maand van alle emolumenten van de overledene, hetzij de nettowedde, de postvergoeding en het eventueel supplement van 25 %.

Als de persoon en de erfgenamen die samenwoonden met het overleden statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst in dienstactiviteit in het buitenland aantonen dat zij zich in de onmogelijkheid bevonden om de woonplaats te verlaten in de loop van de maand volgend op de maand waarin het overlijden plaatsvond, kan die vergoeding worden verdubbeld.

## Onderafdeling VIII. — Vergoedingen voor gezinslast.

**Art. 66.** De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst die sedert meer dan zes opeenvolgende maanden in functie in het buitenland zijn, genieten een vergoeding voor gezinslast die gelijkwaardig is aan het dubbel van de gewone toelagen vermeerderd met de supplementen die worden toegekend wegens de leeftijd van de kinderen.

## Onderafdeling IX. — Tegemoetkoming in de schoolkosten

**Art. 67.** De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst op post in het buitenland kunnen een tegemoetkoming in de schoolkosten van hun kinderen genieten, voor zover deze reeds geen toelage voor studiekosten genieten die werd toegekend door een ander bestuur of een andere instelling.

Voor het genot van die tegemoetkoming kunnen de kinderen in aanmerking worden genomen waarover het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst de hoede heeft en waarmee hij belast is, die tot zijn gezien behoren en die van vier tot en met vijftientig jaar oud zijn.

Enkel regelmatig georganiseerde volledige studies van het kleuteronderwijs tot universitair niveau komen in aanmerking.

**Art. 68.** De bedragen van de tegemoetkoming alsook de uitgaven die voor terugbetaling aanvaard worden, worden door een besluit van de Regering vastgesteld.

## Onderafdeling X. — Tegemoetkoming in de privé-huur

**Art. 69.** De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst op post in het buitenland kunnen, onder de vorm van een supplement op de postvergoeding, een tegemoetkoming krijgen in hun huisvestingskosten, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

**Art. 70.** Onder huur dient men het bedrag te verstaan dat betaald wordt voor het eigenlijke bewonen van de woning, met uitsluiting van alle andere elementen, zoals verwarming, verlichting, huurbelastingen, commissieloon aan de vastgoedkantoren.

**Art. 71.** Er wordt aan de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst geen enkele tegemoetkoming toegekend in geval zij een woning aankopen.

## Onderafdeling XI. — Tegemoetkoming in de verlofreizen

**Art. 72.** De kosten voor terugkeer op verlof in België en eventueel voor terugkeer naar de post van het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat aan een post in het buitenland is toegevoegd en van zijn familieleden zijn terugbetaalbaar vanaf een bepaalde, door de Regering vastgestelde ononderbroken verblijfsduur op de post.

HOOFDSTUK VI. — *Andere toepassingsmodaliteiten*

**Art. 73.** Artikel 3, § 1 en artikel 4 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden worden vervangen door de volgende tekst, voor de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst wanneer zij in functie in het buitenland zijn :

« De statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst op post in het buitenland kunnen, indien de behoeften van de dienst het mogelijk maken, elk jaar een verlof van dertig werkdagen verkrijgen, naar rato van de prestaties in het buitenland in de loop van het jaar.

Een supplementair verlof van maximum vijftien werkdagen per jaar kan worden toegekend naar rato van de duur van verblijf in het buitenland voor de door de Regering aangeduide posten.

Het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst dat, omwille van vooraf door de Commissaris-Generaal vastgestelde en goedgekeurde dienstredenen, de in de vorige alinea's voorziene verloven niet heeft kunnen krijgen, kan ze tot 31 augustus van het volgende jaar genieten. De duur van de gecumuleerde verloven mag echter niet meer dan negentig werkdagen bedragen. Elk deel van de achterstand dat de voormelde limiteit overschrijdt, wordt aan het einde van elk kalenderjaar geannuleerd.

De tijd die besteed wordt aan de reis met bestemming België of terug naar hun post komt niet in aanmerking voor de berekening van de duur van het verlof. »

**Art. 74.** Artikel 19 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen en de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheden wordt vervangen door de volgende tekst voor de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst wanneer zijn in functie in het buitenland zijn :

« Art. 19. Het ziekteverlof wordt slechts aan het statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst toegekend op voorlegging van een omstandig geneeskundig attest. »

**Art. 75.** In artikel 6, alinea 1 van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in verheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen, dient men « aan het Commissariaat » te lezen in plaats van « in de Staatskas ».

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 76.** In afwijking van artikel 32, alinea 2, eindigt het eerste mandaat van de afgevaardigde-generaal op post bij de inwerkingtreding van onderhavig besluit op 1 juli 2004.

In afwijking van de bepalingen van artikel 34, § 3, kunnen de statutaire personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van rang 11, gedurende de negen jaar die volgen op de inwerkingtreding van onderhavig besluit, per mandaat worden aangesteld in de functie van afgevaardigde-generaal.

In geval van toekenning van een ongunstige vermelding na afloop van een evaluatieprocedure, wordt het in de vorige alinea bedoelde statutair personeelslid van de carrière buitenlandse dienst opnieuw in een betrekking van rang 11 aangesteld.

**Art. 77.** De afgevaardigden in dienstactiviteit op de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit nemen aan de beweging deel tot het einde van hun beroepsloopbaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 41.

**Art. 78.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982 houdende vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen wordt, behalve daar waar het de organisatie van een raad van beroep instelt voor het personeel van het Commissariaat dat een graad bekleedt die bij een andere rang 16 of rang 15 ingedeeld is en daar waar het voor het personeel van het Commissariaat de vervroegde betalingswijze van de lonen van het personeel instelt, opgeheven.

**Art. 79.** Onderhavig besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 80.** De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor de internationale betrekkingen en het openbaar ambt zijn met de uitvoering van onderhavig besluit belast.

Brussel, 18 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Openbaar Ambt,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN



F. 1999 — 4185

[99/29652]

#### 18 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales - Carrière extérieure

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux modifiés par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII, donné le 18 décembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 1998;

Vu l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au contrôle administratif et budgétaire du 11 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 décembre 1998;

Sur la proposition du Ministre des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du ...,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le cadre du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est fixé comme suit :

	Catégorie	Nombre
Délégué général (1)		1
Attaché principal ou Directeur (2)	expert	15

**Art. 2.** Les emplois ne peuvent être pourvus de titulaires qu'après le départ ou concomitamment à la cessation des fonctions de membres du personnel engagés par contrat de travail et exerçant des fonctions correspondantes.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.